

Comité d'experts spécialisé
"SUBSTANCES ET PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES, BIOCONTROLE "

Procès-verbal de la réunion
du mardi 9 juillet 2024

Considérant le décret n° 2012-745 du 9 mai 2012 relatif à la déclaration publique d'intérêts et à la transparence en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, ce procès-verbal retranscrit de manière synthétique les débats d'un collectif d'experts qui conduisent à l'adoption de conclusions. Ces conclusions fondent un avis de l'Anses sur une question de santé publique et de sécurité sanitaire, préalablement à une décision administrative.

Les avis de l'Anses sont publiés sur son site internet (www.anses.fr).

Etaient présent(e)s :

▪ Membres du comité d'experts spécialisé

- M. Amichot,
- M. Bardin,
- P. Berny,
- R. Bonafos,
- B. Chauvel,
- J-P. Cugier,
- C. De Clerck,
- G. de Sousa,
- M. Gallien,
- S. Grimbuhler,
- L. Mamy.

▪ Invité

- X. Fauvergue

▪ Coordination scientifique de l'Anses

Etaient excusé(e)s, parmi les membres du collectif d'experts :

- F. Laurent,
- J-U. Mullot.

Présidence

L. Mamy assure la présidence de la séance pour la journée.

1. ORDRE DU JOUR

Les expertises ayant fait l'objet d'une finalisation et d'une adoption des conclusions sont les suivantes :

- 3.1. Evaluation du dossier de demande d'introduction dans l'environnement du macro-organisme *Cotesia typhae*
- 3.2. Evaluation du dossier de demande d'introduction dans l'environnement du macro-organisme *Adalia bipunctata*
- 3.3. Evaluation du dossier de demande d'introduction dans l'environnement du macro-organisme *Anagyrus vladimiri*
- 3.4. Evaluation du dossier de demande d'introduction dans l'environnement du macro-organisme *Aphidoletes aphidimyza*

2. GESTION DES RISQUES DE CONFLITS D'INTERETS

Le résultat de l'analyse des liens d'intérêts déclarés dans les DPI¹ et de l'ensemble des points à l'ordre du jour n'a pas mis en évidence de risque de conflit d'intérêts.

En complément de cette analyse, le président demande aux membres du CES s'ils ont des liens voire des conflits d'intérêts qui n'auraient pas été déclarés ou détectés. Les experts n'ont rien à ajouter concernant les points à l'ordre du jour de cette réunion.

3. SYNTHÈSE DES DÉBATS, DÉTAIL ET EXPLICATION DES VOTES, Y COMPRIS LES POSITIONS DIVERGENTES

3.1. Evaluation du dossier de demande d'introduction dans l'environnement du macro-organisme *Cotesia typhae*

Le président vérifie que le quorum est atteint avec 11 experts sur 13 ne présentant pas de risque de conflit d'intérêt.

Nom du macro-organisme	<i>Cotesia typhae</i>
Type de demande	Demande d'autorisation d'introduction dans l'environnement
Numdoc	MO23-008
Pétitionnaire	BIOLINE AGROSCIENCES France
Territoire revendiqué	France métropolitaine continentale

PRÉSENTATION DE LA DEMANDE :

Le présent avis porte sur une demande d'autorisation d'introduction dans l'environnement d'une souche non indigène du macro-organisme *Cotesia typhae*, de la part de la société BIOLINE AGROSCIENCES France. L'objectif de ces lâchers est d'évaluer l'efficacité en France du macro-organisme contre la noctuelle du maïs *Sesamia nonagrioides*, un lépidoptère ravageur du maïs, dans le cadre de lâchers augmentatifs expérimentaux.

¹ DPI : Déclaration Publique d'Intérêts

L'objet de l'examen de ce jour est de présenter une nouvelle version de l'avis intégrant des restrictions et/ou des conditions pour encadrer les lâchers liés à l'expérimentation d'introduction dans l'environnement de ce macro-organisme. Des recommandations ont été ajoutées par le GT MACRO.

Une nouvelle version de l'avis est présentée avec des modifications apparentes.

Les modifications notables sont les suivantes :

- Dans la partie « Utilisation et cible du macro-organisme », il a été ajouté que les lâchers sont réalisés dans le cadre du projet ANR BIOCOSMA. Ce point est repris dans les conclusions.
- Des précisions sur la demande de suivi sont apportées, en particulier une demande de bilans faunistiques avant, pendant et après l'expérimentation.
- Une déclaration préalable des parcelles où se feront les lâchers est recommandée.
- Comme préconisé par le demandeur, il a été ajouté de mettre en présence les individus de *C. typhae* avec des résidus de maïs préalablement infesté par la sésamie

DISCUSSIONS :

Un expert demande quelle est la capacité de l'espèce parasitoïde à s'établir sur d'autres espèces non-cibles ? Un expert répond qu'une évolution vers un changement d'hôtes n'est pas fréquent en lutte biologique, la contrainte principale est thermique car l'insecte meurt chaque hiver. Dans le cas de *C. typhae* qui est très spécifique de l'hôte, il ne voit aucune possibilité d'évoluer vers un changement de spécificité d'hôtes même après plusieurs générations.

Un expert s'interroge sur l'intérêt d'introduire un insecte du Kenya alors qu'on ne connaît pas son efficacité dans son aire d'origine. Un agent de l'Anses répond qu'au Kenya, la sésamie n'est pas un ravageur sur maïs.

Un expert demande quelle est la capacité de dispersion de l'insecte et s'il est possible de réaliser un échantillonnage ?

Un expert explique que plus l'espèce est abondante plus l'échantillonnage est facile à réaliser. Dans le cadre de ce dossier, un échantillonnage sera réalisé autour des champs de maïs où se feront les lâchers.

Concernant la dispersion, un expert précise que *C. typhae* peut émerger à une température de 10°C qui est une condition pour sélectionner une population adaptée à des températures plus froides. Un expert ajoute qu'il peut y avoir une variabilité de résistance au froid parmi les individus. Les adultes vivent peu de temps pour faire la transition entre la sésamie et d'autres hôtes, l'adaptation au froid nécessiterait plus de temps.

Un expert précise que la démarche présentée dans ce dossier est une démarche scientifique, solide, qui permettra justement d'analyser les effets non intentionnels. Il souligne que ce dossier est très étayé avec beaucoup de données. Là où sont prévus les lâchers, les hivers sont non permissifs donc il y a une certitude sur le non établissement de l'espèce et par conséquent les risques d'effets sur d'autres hôtes sont très faibles.

Un expert rappelle que l'objectif de cette demande est une lutte biologique par augmentation avec des lâchers chaque année. Il est aussi de favoriser le traitement du maïs avec les trichogrammes, parasitoïdes de la pyrale, principal ravageur du maïs, en évitant un traitement chimique contre la sésamie, ravageur secondaire du maïs.

Un expert s'interroge sur le lieu de l'élevage. Un expert répond que l'élevage est fait au Kenya avec la possibilité de transférer l'élevage en France en fonction des résultats obtenus.

Un expert demande si un bilan faunistique était déjà prévu dans le projet ANR. Un expert répond que, dans le dossier technique, le demandeur prévoit de faire un bilan faunistique.

CONCLUSION :

Les membres du CES sont d'accord avec les modifications apportées dans la version modifiée et présentée.

Une nouvelle version intégrant l'analyse de l'incertitude dans l'avis sera proposée au CES à la prochaine séance.

3.2. Evaluation du dossier de demande d'introduction dans l'environnement du macro-organisme *Adalia bipunctata*

Le président vérifie que le quorum est atteint avec 11 experts sur 13 ne présentant pas de risque de conflit d'intérêt.

Nom du macro-organisme	<i>Adalia bipunctata</i>
Type de demande	Demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement
Numdoc	MO23-010
Pétitionnaire	CBC BIOPLANET SOCIETA AGRICOLA SRL
Territoire revendiqué	France métropolitaine continentale et Corse

PRESENTATION DE LA DEMANDE :

Le présent avis porte sur une demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement d'une souche non indigène du macro-organisme *Adalia bipunctata*, une coccinelle prédatrice, de la part de la société CBC BIOPLANET dans le cadre d'une lutte biologique augmentative inondative ciblant diverses espèces de pucerons ravageurs en cultures sous abri et de plein champ.

DISCUSSIONS :

Un expert demande si des publications récentes ont été présentées dans ce dossier. Un agent de l'Anses répond qu'en effet des publications récentes ont été prises en compte dans cette demande. Elles traitent de certains ravageurs, des effets non intentionnels et de la lutte intégrée avec d'autres auxiliaires.

Un expert a une remarque générale pour les 3 dossiers de renouvellement (MO23-010, MO23-011, MO23-012). Il s'interroge sur le fait qu'on puisse conclure à un renouvellement bien que les bilans de suivi fournis dans le cadre de ces 3 dossiers soient de mauvaise qualité. Un agent de l'Anses indique que les résultats des évaluations initiales n'avaient pas conduit à formuler de demande de bilans de suivi. Pour la grande majorité des macro-organismes expertisés, des autorisations de 5 ans avec la nécessité de renouveler la demande en présentant un bilan de suivi a été introduite dans les arrêtés.

Un expert demande si la phytopharmacovigilance s'intéresse aux introductions dans l'environnement de macro-organismes. Un agent de l'Anses répond que cela ne fait pas partie de son périmètre qui se limite à la surveillance des produits phytopharmaceutiques. Il précise que si un suivi faunistique était réalisé, il serait difficile de distinguer ce qui était déjà présent sur le territoire de ce qui a été introduit, s'agissant d'une souche particulière d'une espèce indigène.

CONCLUSION :

En se fondant sur les données soumises par le demandeur et évaluées dans le cadre de cette demande, ainsi que sur l'ensemble des éléments dont il a eu connaissance, le CES approuve, à l'unanimité des membres présents, l'avis favorable à la demande de renouvellement d'autorisation

d'introduction dans l'environnement du macro-organisme non indigène *Adalia bipunctata* de la société CBC BIOPLANET sur les territoires de la France métropolitaine continentale et de la Corse.

3.3. Evaluation du dossier de demande d'introduction dans l'environnement du macro-organisme *Anagyrus vladimiri*

Le président vérifie que le quorum est atteint avec 11 experts sur 13 ne présentant pas de risque de conflit d'intérêt.

Nom du macro-organisme	<i>Anagyrus vladimiri</i>
Type de demande	Demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement
Numdoc	MO23-011
Pétitionnaire	CBC BIOPLANET SOCIETA AGRICOLA SRL
Territoire revendiqué	France métropolitaine continentale et Corse

PRESENTATION DE LA DEMANDE :

Le présent avis porte sur une demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement d'une souche non indigène du macro-organisme *Anagyrus vladimiri*, un hyménoptère parasitoïde, de la part de la société C.B.C. Bioplanet dans le cadre d'une lutte biologique augmentative ciblant les cochenilles farineuses en cultures de plein champ et sous abri.

DISCUSSIONS :

Un expert s'interroge sur le faible nombre de boîtes vendues indiqué dans le bilan. Un agent de l'Anses répond que la société n'est pas seule sur le marché et que des sociétés concurrentes commercialisent aussi cette espèce. Aucune donnée de vente n'est disponible pour les sociétés dont les souches sont inscrites sur la liste « T0 ». Par ailleurs, l'utilisation principale de ce macro-organisme est la lutte contre les cochenilles farineuses qui sont des ravageurs majeurs des agrumes, culture peu présente en France.

Un expert demande quel est l'impact des évolutions taxonomiques de cette espèce. Un agent de l'Anses répond que ces évolutions taxonomiques n'ont aucun impact sur l'évaluation des risques.

CONCLUSION :

En se fondant sur les données soumises par le demandeur et évaluées dans le cadre de cette demande, ainsi que sur l'ensemble des éléments dont il a eu connaissance, le CES approuve, à l'unanimité des membres présents, l'avis favorable à la demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement macro-organisme non indigène *Anagyrus vladimiri* de CBC BIOPLANET sur les territoires de la France métropolitaine continentale et de la Corse.

3.4. Evaluation du dossier de demande d'introduction dans l'environnement du macro-organisme *Aphidoletes aphidimyza*

Le président vérifie que le quorum est atteint avec 11 experts sur 13 ne présentant pas de risque de conflit d'intérêt.

Nom du macro-organisme	<i>Aphidoletes aphidimyza</i>
Type de demande	Demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement
Numdoc	MO23-012
Pétitionnaire	CBC BIOPLANET SOCIETA AGRICOLA SRL
Territoire revendiqué	France métropolitaine continentale et Corse

PRESENTATION DE LA DEMANDE :

Le présent avis porte sur une demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement d'une souche non indigène du macro-organisme *Aphidoletes aphidimyza*, une cécidomyie prédatrice, de la part de la société C.B.C. Bioplanet dans le cadre d'une lutte biologique augmentative ciblant les pucerons en cultures sous abri.

DISCUSSIONS :

Un expert constate l'absence de contaminations décrite par le demandeur. Un agent de l'Anses indique que cela reste du déclaratif, généralement, aucun problème sanitaire n'est décrit dans les dossiers relatifs aux macro-organismes. Il ajoute qu'une demande de compléments en particulier sur le contrôle qualité est fréquemment envoyée aux demandeurs.

Un expert demande si on ne peut pas s'attendre à la perte de fitness des individus élevés depuis 2017 sans apport génétique nouveau. Un agent de l'Anses explique que les experts du GT se sont posés la même question, le demandeur ne décrit pas de perte en efficacité des lignées. Un expert ajoute qu'il paraît légitime de rajeunir les souches en apportant de nouveaux individus. Un agent de l'Anses précise que si les nouveaux individus ajoutés à l'élevage ont été prélevés dans la même zone géographique alors il n'y a pas d'autorisation ou de déclaration à faire auprès des autorités.

Un expert précise que, selon son expérience, il n'était pas toujours évident de rafraîchir les souches en raison des conséquences comportementales.

Un expert indique que, dans la littérature, il y a des exemples de différence de comportement entre les individus de l'élevage et les individus présents dans la nature. Il semble difficile de croire qu'il n'y a pas d'apport de nouveaux individus. Parfois l'élevage fait l'objet d'une contamination qui le détériore fortement.

CONCLUSION :

En se fondant sur les données soumises par le demandeur et évaluées dans le cadre de cette demande, ainsi que sur l'ensemble des éléments dont il a eu connaissance, le CES approuve, à l'unanimité des membres présents, l'avis favorable à la demande de renouvellement d'autorisation d'introduction dans l'environnement macro-organisme non indigène *Aphidoletes aphidimyza* de CBC BIOPLANET sur le territoire de la France métropolitaine continentale et de la Corse.

Mme Laure MAMY
Vice-Présidente du CES PHYTO BC 2023-2027